

HAUT-DOUBS

Sécheresse : baisse de production de lait et de fromages

L'EST
RÉPUBLICAIN

Vendredi 19 octobre 2018

LE JOURNAL DE
BESANÇON ET DU HAUT-DOUBS

Gaëtan LEROUX
SPÉCIALISTE PIANOS
Maître Artisan



• Réparations • Accords
• Locations à partir de **35€**

03.81.82.36.88
9, rue Battant 25000 Besançon
www.gaetanleroux.com

09728200

OFFRES EXCEPTIONNELLES !
Jusqu'au 31/10/2018

Un nouveau centre pour conjoints violents



BESANÇON

Sur décision d'un juge, les auteurs de violences conjugales peuvent désormais intégrer une structure d'hébergement alternative à la prison, vouée à prévenir les risques de récurrence. Un projet innovant. Photo Daniel WAMBACH

> PAGES 2-3

DOUBS - HAUT-DOUBS

BESANÇON Société

Centre pour conjoints violents : « S'appropriier les racines du mal »

C'est une nouveauté salu- taire : sur décision du juge, un centre prend en charge, depuis le 1^{er} octobre, des hommes auteurs de violences intrafamiliales. L'objectif ? Préserver les victimes, tout en luttant contre la récidive.

Dans la chaîne de lutte contre les violences intrafamiliales, enfin érigée en « priorité nationale », c'était, pour le Doubs, un maillon manquant. Un maillon de taille.

Depuis le 1^{er} octobre, un centre intitulé « Altérité » accueille les auteurs masculins de ces violences conjugales. Quinze places ont été prévues au centre-ville de Besançon, dans des logements autonomes complétés par des espaces communs. Ce précieux outil est le fruit d'un long combat mené par l'Addsea, association chargée de l'animer au quotidien, l'institution judiciaire, qui le supervise, et l'État, qui le finance en grande majorité.

Rédactions

Besançon
03 81 21 15 15
lerredacbes@estrepublicain.fr
60 Grande Rue
25000 BESANÇON

Pontarlier
03 81 46 87 88
lerredacpon@estrepublicain.fr
50 rue de la République
25300 PONTARLIER

<https://www.facebook.com/lestrepublicainbesancon/>
<https://www.facebook.com/lestrepublicainhautdoub/>

ALERTE INFO
Vous êtes témoin d'un événement, vous avez une info ?

CONTACTEZ-LE
0 809 100 399
ou par mail à lerfrichage@estrepublicain.fr

que c'est à l'auteur de subir les conséquences de ses actes », explique le procureur de la République de Besançon, Étienne Manteaux. Protéger les victimes : la vocation de cette nouvelle structure, dont le modèle existe par ailleurs en Franche-Comté, à Protrey-lès-Vesoul, et en France mais de manière trop peu répandue.

Lutter contre la récidive

L'autre priorité d'Altérité cible les auteurs de ces violences. 35 % des personnes condamnées sont en état de récidive, un cycle infernal qu'il faut briser en initiant « un vrai travail psychothérapeutique ». Sans oublier de traiter la problématique récurrente des addictions (alcool et/ou drogue). « S'approprier les racines du mal », dit le procureur de la République, pour mieux les éradiquer : voici la mission quotidienne de l'assistante sociale, de la psychologue et des intervenants extérieurs du centre Altérité. Des entretiens individualisés et des groupes de parole sont notamment au programme (*lire ci-contre*).

Les juges à la manœuvre

Il existe deux voies menant à ce nouveau centre, mais toutes deux sont régies par une décision de justice. « Le présentiel » concerne les hommes coupables de faits graves, qui ne débouchent néanmoins pas sur leur placement en détention provisoire à l'issue de la garde à vue. Sous contrôle judiciaire, ils sont fixés à résidence à Altérité, avec obligation de soins. Le travail psychothérapeutique sera donc amorcé avant leur procès, et leur probable condamnation.

« C'est un signal fort pour les victimes : c'est à celui qui donne les coups de partir du domicile familial, et non l'inverse. »
Fathia M'Rad Directrice de l'association d'aide aux victimes de Besançon

« Le postsentenciel » vise les hommes déjà condamnés à une peine de prison. Le juge d'application des peines (JAP) pourra alors décider d'opter pour un placement dans un logement d'Altérité, avec le traitement psychothérapeutique correspondant, plutôt que la prison.

Favoriser la réinsertion et désengorger les prisons

L'objectif est de maintenir l'emploi ou de favoriser la recherche d'emploi, ce qui ne serait pas possible en prison », ajoute Alina Saleh, juge d'application des peines. « L'avantage étant par ailleurs de pouvoir dégager des revenus en vue d'indemniser les victimes ». Le retour à la liberté est progressif et maîtrisé. Les liens entre le père et ses enfants sont également mieux préservés. « Les maisons d'arrêt en France arrivent à saturation », ajoute le procureur de la République Étienne Manteaux. « À Besançon, la barre des 400 détenus est par exemple dépassée. Trouver des dispositifs alternatifs à l'incarcération est devenu une nécessité ». Et une priorité assumée par les pouvoirs publics.

Willy GRAFF

63

C'est le prix en euros d'une journée dans le centre d'accueil Altérité, contre 100 €/jour pour un détenu incarcéré. Le coût global annuel de fonctionnement est compris entre 200 000 et 250 000 €.

L'EST REPUBLICAIN Vosges **liberté**

Votre Centre Relation Clients

Du lundi au vendredi : 8 h > 12 h - 13 h 30 > 17 h
Le samedi : 8 h > 12 h

0 809 100 399 Service gratuit + prix appel

NUMÉRO NON SURTAXÉ PRIX D'UN APPEL LOCAL

➔ lerabonnement@estrepublicain.fr

SALON VINIFRANCE

BESANÇON
Parc des Expositions

DU 19 AU 21 OCT. 2018

www.besancon-salon-vinifrance.fr

événements



Depuis le lancement du dispositif Altérité, quatre auteurs de violences conjugales sont déjà fixés à résidence dans les logements autonomes du centre. Ils seront vite rejoints par une dizaine d'autres. Photo Daniel WAMBACH

Le long combat de l'Addsea et de sa présidente

Elle s'est dit « émue », et on a compris, hier lors du point presse, que ses mots étaient sincères. Voilà plusieurs années que la présidente de l'Addsea, Nicole Dahan, se bat pour l'élaboration d'un tel centre : « L'idée a germé il y a longtemps. Je me souviens d'une nuit de Noël, quand une membre de l'association avait dû accompagner d'urgence une mère et ses enfants à Morteau, car elle était en danger de mort. J'ai eu un déclic en apprenant que 50 % des couples se reformaient une fois la violence passée. On a compris qu'on obtiendrait un vrai résultat uniquement si on travaillait

sur la prévention de la récidive ».

L'idée, tenace et salutaire, s'est muée en projet concret au contact d'Edwige Roux-Morizot. Séduite, l'ex-procureure de la République de Besançon a impulsé l'énergie collective nécessaire pour transformer l'essai, avec le soutien sans faille d'Alina Saleh, juge d'application des peines. « Notre souci est désormais est d'assurer la pérennité de ce centre », insiste Nicole Dahan, qui conclut par une belle citation : « Nous devons donner les moyens aux victimes de ne plus être victimes, et aux auteurs de violences de ne plus être auteurs ».

Questions à ?

Anouchka Vuulo
Psychologue du dispositif Altérité

« On ne réduit pas la personne à ses actes, aussi graves soient-ils »

En tant que psychologue, comment abordez-vous la prise en charge d'un homme accueilli à Altérité ?

Il y a un accompagnement à la fois collectif et individuel. Pour chacun, il y a d'abord un temps d'évaluation, de leur personnalité, de leur fonctionnement... On fait face à des profils souvent très variés d'un point de vue sociologique. Ce sont des personnes qui, à la base, n'ont pas envie d'être là, même s'ils ont aussi conscience d'éviter l'incarcération grâce à ce centre. On essaie de comprendre comment le temps passé ici peut leur être profitable. La durée de leur séjour sera variable, c'est à moi de m'adapter à chaque situation.

L'un des objectifs de ce dispositif est la prévention de la récidive, mais concrètement, comment y parvenir ?

On ne réduit pas la personne à ses actes, aussi graves soient-ils. On analyse ensemble d'où vient le problème qui a abouti à ces violences, et on travaille ensuite sur des stratégies alternatives : comment résoudre un conflit sans être violent, comment mieux gérer ses émotions, sa frustration ? J'ai différents outils à

ma disposition. On peut par exemple mettre en place des jeux de rôles, des mises en situation...

Et il y a ces fameux groupes de paroles : comment fonctionnent-ils ?

Ils se présentent sous forme d'ateliers, avec un maximum de huit personnes. On échange tous ensemble sur différentes thématiques. La violence et ses différents types, verbale, physique ou psychologique. L'affirmation de soi. La communication au sein du couple : comment exprimer ses besoins, comment appréhender ceux de l'autre ? Les représentations et les stéréotypes de l'homme et de la femme dans la société, à travers la culture, l'éducation ou ce que dit la loi, notamment. **Professionnellement, c'est un projet qui vous tient à cœur...**

Tout à fait. Je travaillais auparavant au Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), où je recevais des conjoints violents avec obligation de soins qui se retrouvaient démunis face à l'absence de structure adéquate. Il y avait un manque. J'ai eu de la chance d'intégrer ce projet.

Recueilli par W.G.



Le procureur de la République, le préfet du Doubs et la présidente du tribunal ont tour à tour animé une conférence de presse, hier.

BOILLON 20!
FERMETURES
L'ouverture sur la vie!



03 81 59 99 75

COUP DOUBLE !

**Triple vitrage SolarXPLUS
et PVC intérieur décor OFFERT**

Isolation thermique / Uw = 0,79W/m²K

Collage du vitrage en périphérie
Capotage Aluminium extérieur - large choix de teinte RAL et bois

220 m² d'exposition

BOILLON FERMETURES

Z.I. les Rosiers - RN 57 - 25300 La Cluse-et-Mijoux

03 81 59 99 75

www.boillon-fermetures.fr

700 m² d'exposition

BOILLON FERMETURES

1A, rue de la Gare - 25770 François